

Art. 2 - In Artikel 527 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"In diesem Fall werden die Kosten für die Fahrten zwischen dem Wohnsitz des Betroffenen und einer Station des Netzes öffentlicher Transportmittel einschließlich der Parkgebühren berücksichtigt".

Art. 3 - In Artikel 533 desselben Erlasses wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Art. 5 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203198]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat inzake reiskosten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 januari 2014;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 640 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 31 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.333/2 van de Raad van State, gegeven op 5 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 526 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Als de openbare vervoersmiddelen over verschillende klassen beschikken, mag de begunstigde in eerste klasse reizen".;

2^o in het tweede lid worden de woorden "de gelijkstelling voor personen die niet tot de administratie behoren, en voor de afgevaardigden van de vakorganisaties" vervangen door de woorden "de klasse waarin personen reizen die niet tot de administratie behoren, alsook de afgevaardigden van de vakorganisaties".

3^o het derde lid wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 527 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door volgende bepaling :

"In dit geval worden de kosten voor verplaatsingen tussen de woonplaats van de belanghebbende en een station van het openbaar vervoer, met inbegrip van de parkeerkosten, in aanmerking genomen".

Art. 3. In artikel 533 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203199]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

Vu l'avis n° 2014/000359 de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 21 février 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 avril 2014;

Considérant la mise en place d'un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables concrétisé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables;

Considérant l'évolution récente des systèmes d'aide, notamment fiscaux, concernant les installations solaires thermiques;

Considérant la volonté d'harmoniser les systèmes de soutien des filières renouvelables dans un but de simplification administrative;

Vu l'avis n° 55.585/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, le 2^o, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o « demandeur » : toute personne physique ou morale, à l'exception des personnes morales éligibles au programme UREBA, tel qu'instauré par l'arrêté Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), ou au programme UREBA exceptionnel tel qu'instauré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel). »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, le 4^o est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) les mots « mille cinq cents » sont remplacés par les mots « deux mille cinq cents »;

b) les mots « cent euros par m² » sont remplacés par les mots « deux cents euros par m² »;

c) il est inséré le 1^o/1 rédigé comme suit :

« 1^o/1 installation sur une maison unifamiliale dont la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 30 avril 2010 mais dont le système solaire thermique n'a pas été pris en compte dans le calcul du niveau Ew; »;

d) le 3^o est abrogé;

2^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par les mots « ni cinquante pour-cent du montant de la facture hors T.V.A. ou de la partie du montant de la facture hors T.V.A. qui est relative à l'installation concernée. »;

3^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er} :

a) les mots « cinq cents » sont remplacés par les mots « mille cinq cents »;

b) les mots « cent euros par m² » sont remplacés par les mots « deux cents euros par m² »;

4^o le paragraphe 2, alinéa 2, est complété par les mots « ni cinquante pour-cent du montant de la facture hors T.V.A. ou de la partie du montant de la facture hors T.V.A. qui est relative à l'installation concernée. »;

5^o il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le montant de la prime est un montant forfaitaire de mille cinq cents euros pour une installation considérée comme individuelle en vertu de l'article 5, § 2. »

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. L'octroi de la prime visée par le présent chapitre est en outre subordonné à l'apport des éléments suivants :

1^o la copie d'un certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2^o une déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration;

3^o une copie de l'offre-type d'installations solaires thermiques publié sur le site internet de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie, complété et signé par le bénéficiaire et l'installateur.

Le Ministre peut déterminer les modalités précises de ces conditions.

Les installations réalisées par une entreprise labellisée pour les systèmes solaires thermiques par un organisme labellisateur reconnu par l'administration sont réputées respecter les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}. A cette fin, l'installateur labellisé fournit à l'organisme labellisateur, à tout moment, et sur demande, les documents visés par l'alinéa 1^{er} et ce pour chaque installation réalisée.

Les conditions auxquelles doivent répondre tout organisme labellisateur pour être agréé sont les suivantes :

1^o fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant de justifier d'une expérience pertinente dans les domaines de contrôle de gestion, de chantier, de management;

2^o fournir au Ministre ou à son délégué l'ensemble des documents permettant la validation des procédures, des délais et de la tarification qui seront appliqués dans le cadre d'une demande de labellisation ainsi que des mesures de contrôle permettant de vérifier le respect des conditions de labellisation par les installateurs labellisés;

3^o être un organe indépendant et neutre;

4^o pouvoir, à tout moment, fournir, au Ministre ou à son délégué, les dossiers relatifs aux entreprises qui sont labellisées ou en cours de labellisation;

5^o disposer d'une base de données accessible aux installateurs labellisés en vue de l'encodage en ligne des installations qu'ils ont réalisées, à laquelle aura également accès le Ministre ou son délégué;

6° communiquer trimestriellement, au Ministre ou à son délégué, un rapport d'analyse et de suivi des demandes de plaintes ainsi que les coordonnées des entreprises labellisées.

Le Ministre ou son délégué peut le cas échéant déterminer des conditions complémentaires auxquelles doit répondre tout organisme labellisateur.»

Art. 5. Pendant une période de six mois prenant cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les conditions énoncées à l'article 4 sont censées remplies si les travaux sont réalisés par un installateur bénéficiant d'un agrément délivré sur la base des articles 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.

Art. 6. L'annexe 1^{re}, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012, et l'annexe 2 du même arrêté sont abrogées.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203199]

24. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 5, 6, 7, 8, 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters;

Aufgrund des am 21. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung Nr. 2014/000359;

Aufgrund des am 21. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. April 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In Erwägung der Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen konkretisiert worden ist;

In Erwägung der neusten Entwicklung der Beihilfesysteme, insbesondere steuerlicher Art, über die thermischen Solaranlagen;

In Erwägung des Willens, zwecks der administrativen Vereinfachung die Systeme zur Unterstützung der erneuerbaren Energien zu harmonisieren;

Aufgrund des am 31. März 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.585/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 ersetzte Punkt 2° durch Folgendes ersetzt:

„2°: «Antragsteller»: Jede natürliche oder juristische Person, mit Ausnahme der juristischen Personen, die für das Programm UREBA zulässig sind, so wie dieses durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) eingeführt wurde, oder der juristischen Personen, die für das außerordentliche Programm UREBA zulässig sind, so wie dieses durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) eingeführt wurde.“

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird Punkt 4° außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wörter "tausend fünfhundert" werden durch die Wörter "zwei tausend fünfhundert" ersetzt;

b) die Wörter «hundert Euro je zusätzlichen m²» werden durch die Wörter "zwei hundert Euro je zusätzlichen m²" ersetzt;

c) es wird ein Punkt 1°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«1°/1 Anlage auf einem Einfamilienhaus, dessen Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 30. April 2010 liegt, dessen Solarsystem jedoch in der Berechnung des EW-Werts nicht berücksichtigt wurde;»;

d) Punkt 3° wird aufgehoben;

2° In Paragraph 1, Absatz 2 wird der Wortlaut « sechstausend Euro nicht überschreiten » durch den Wortlaut « weder sechstausend Euro noch fünfzig Prozent des Rechnungsbetrags ohne MwSt. oder des Teils des Rechnungsbetrags ohne MwSt., der sich auf die betroffene Anlage bezieht, überschreiten » ersetzt.

3° in § 2, Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wörter "fünfhundert" werden durch die Wörter "tausend fünfhundert" ersetzt;

b) die Wörter "hundert Euro je zusätzlichen m²" werden durch die Wörter "zwei hundert Euro je zusätzlichen m²" ersetzt;

4° In Paragraph 2, Absatz 2 wird der Wortlaut "fünftausend Euro nicht überschreiten" durch den Wortlaut « weder fünftausend Euro noch fünfzig Prozent des Rechnungsbetrags ohne MwSt. oder des Teils des Rechnungsbetrags ohne MwSt., der sich auf die betroffene Anlage bezieht, überschreiten » ersetzt.

5° Es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«4. Der Prämienbetrag ist ein Pauschalbetrag von tausend fünfhundert Euro für eine Anlage, die auf der Grundlage von Artikel 5, § 2 als individuell betrachtet wird. »

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6/1 - Die Gewährung der durch das vorliegende Kapitel erwähnten Prämie wird außerdem durch die Beibringung der folgenden Elemente bedingt:

2° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats zur Bescheinigung, dass der Installateur für die in Artikel 3, § 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° eine Übereinstimmungserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3, § 2, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Modells der Verwaltung ausgestellt worden ist;

3° eine Abschrift des Musterangebots für thermische Solaranlagen, das auf dem Internet-Website der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht ist, die von dem Begünstigten und dem Installateur ergänzt und unterzeichnet worden ist.

Der Minister kann die genauen Modalitäten dieser Bedingungen festlegen.

Es wird angenommen, dass die Anlagen, die von einem Unternehmen, das durch eine von der Regierung anerkannte Zertifizierungsstelle mit einem Gütezeichen für die thermischen Solaranlagen versehen wurden, die in Absatz 1 aufgeführten Bedingungen beachten. Zu diesem Zweck bringt der zertifizierte Installateur der Zertifizierungsstelle jederzeit auf deren Antrag hin die in Absatz 1 erwähnten Dokumente für jede durchgeführte Anlage bei.

Die Bedingungen, die jede Zertifizierungsstelle erfüllen muss, um anerkannt zu werden, sind die Folgenden:

1° dem Minister oder seinem Beauftragten die Gesamtheit der Dokumente beibringen, die eine zweckmäßige Erfahrung in den Bereichen Verwaltungskontrolle, Baustellenführung und Management nachweisen;

2° dem Minister oder seinem Beauftragten die Gesamtheit der Dokumente beibringen, die die Validierung der Verfahren, der Fristen und der Tarifabellen, die im Rahmen eines Antrags auf Zertifizierung angewandt werden, sowie der Kontrollmaßnahmen zur Überprüfung der Einhaltung der Zertifizierungsbedingungen durch die zertifizierten Installateure ermöglichen;

3° ein unabhängiges und neutrales Organ sein;

4° dem Minister oder seinem Beauftragten die Akten bezüglich der bereits zertifizierten oder in einem Zertifizierungsverfahren befindenden Unternehmen jederzeit beibringen können;

5° über eine Datenbank verfügen, die den zertifizierten Installateuren zwecks der Online-Eingabe der Anlagen, die sie verwirklicht haben, zugänglich ist, und zu welcher der Minister oder sein Beauftragter ebenfalls Zugang haben wird;

6° dem Minister oder seinem Beauftragten einen Analyse- und Überwachungsbericht der Anträge und Beschwerden sowie die Namen und Anschriften der zertifizierten Unternehmen quartalsweise übermitteln.

Der Minister oder sein Beauftragter kann ggf. zusätzliche Bedingungen festlegen, denen jede Zertifizierungsstelle genügen muss.".

Art. 5 - Während eines Zeitraums von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gelten die in Artikel 4 aufgeführten Bedingungen als erfüllt, wenn die Arbeiten durch einen Installateur durchgeführt werden, der über eine Zulassung verfügt, die aufgrund der Artikel 9 und 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installation eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installation eines solaren Warmwasserbereiters erteilt wurde.

Art. 6 - Die Anlage 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012, und die Anlage 3 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Energiewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203199]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler.

Gelet op het advies nr. 2014/000359 van de Autonome cel voor adviesverlening inzake duurzame ontwikkeling, gegeven op 21 februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2014;

Overwegende dat een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen ingevoerd werd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen;

Gelet op de recente evolutie van de steunregelingen betreffende de thermische zonne-installaties, met name op fiscaal vlak;

Gelet op de wil tot harmonisering van de steunregelingen voor hernieuwbare kanalen met het oog op administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 55.585/4 van de Raad van State, gegeven op 31 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler wordt punt 2^o, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013, vervangen als volgt :

« 2^o « aanvrager » : elke natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van de rechtspersonen die in aanmerking komen voor het programma "UREBA", zoals ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA), of voor het programma "UREBA exceptionnel", zoals ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor een verbeterde energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA exceptionnel"). ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt punt 4^o opgeheven.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1, eerste lid :

worden de woorden « duizend vijfhonderd » vervangen door de woorden « tweeduizend vijfhonderd »;

b) worden de woorden « honderd euro per m² » vervangen door de woorden « tweehonderd euro per m² »;

c) wordt een punt 1^o/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 1^o/1 installatie op een eengezinswoning waarvoor de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning na 30 april 2010 valt maar waarvan het thermische zonnestelsel niet in aanmerking is genomen bij de berekening van het niveau Ew; »;

d) wordt punt 3^o opgeheven;

2^o paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden « en dan vijftig percent van het factuurbedrag, excl. btw, of van het gedeelte van het factuurbedrag, excl. btw, dat bedoelde installatie betreft. »;

3^o in paragraaf 2, eerste lid :

a) worden de woorden « vijfhonderd » vervangen door de woorden « duizend vijfhonderd »;

b) worden de woorden « honderd euro per m² » vervangen door de woorden « tweehonderd euro per m² »;

4^o paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden « en dan vijftig percent van het factuurbedrag, excl. btw, of van het gedeelte van het factuurbedrag, excl. btw, dat bedoelde installatie betreft. »;

5^o er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 4. Het premiebedrag is een forfaitair bedrag van duizend vijfhonderd euro voor een installatie die krachtens artikel 5, § 2, als individueel beschouwd wordt. ».

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 6/1, luidend als volgt:

« Art. 6/1. De toekenning van de premie waarop dit hoofdstuk betrekking heeft wordt bovendien onderworpen aan de overlegging van de volgende stukken :

1^o een afschrift van een certificaat Qualiwall waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2^o een verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

3^o een afschrift van het type-aanbod van thermische zonne-installaties bekendgemaakt op de internetsite van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst, ingevuld en ondertekend door de begunstigde en de installateur.

De Minister bepaalt de exacte modaliteiten voor die voorwaarden.

De installaties uitgevoerd door een onderneming die voor thermische zonne-systemen gelabeld is door een door de administratie erkend labelend orgaan worden geacht te voldoen aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid. Daartoe verschaft de gelabelde installateur voor elke uitgevoerde installatie elk ogenblik en op verzoek de documenten bedoeld in het eerste lid aan het labelend orgaan.

Om erkend te worden moet elk labelend orgaan de volgende voorwaarden vervullen :

1° aan de Minister of aan zijn afgevaardigde het geheel van de documenten overleggen waarmee het bewijs van een relevante ervaring in de domeinen beheerscontrole, werf, management geleverd kan worden;

2° aan de Minister of aan zijn afgevaardigde het geheel van de documenten overleggen ter validering van de procedures, de termijnen en de tarifiering die toegepast zullen worden in het kader van een labeliseringsaanvraag alsook van de controlemaatregelen waarmee nagegaan kan worden of de gelabelde installateurs de labelingsvoorwaarden naleven;

3° een onafhankelijk en neutraal orgaan zijn;

4° de dossiers betreffende de ondernemingen die gelabeld zijn of worden elk ogenblik aan de Minister of aan zijn afgevaardigde kunnen voorleggen;

5° beschikken over een gegevensbank die voor de gelabelde installateurs toegankelijk is met het oog op de codering in lijn van de installaties die ze uitgevoerd hebben en die ook toegankelijk zal zijn voor de Minister of zijn afgevaardigde;

6° om de drie maanden een rapport van de analyse en de opvolging van de klachtenaanvragen alsook de gegevens van de gelabelde ondernemingen aan de Minister of zijn afgevaardigde overleggen.

De Minister of zijn afgevaardigde kan desgevallend de bijkomende voorwaarden bepalen waaraan elk labelend orgaan moet voldoen. ».

Art. 5. Gedurende een periode van zes maanden, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de in artikel 4 vermelde voorwaarden geacht te zijn vervuld als de werken zijn uitgevoerd door een installateur die beschikt over een erkenning verleend op basis van de artikelen 9 en 10 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 10 november 21 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler.

Art. 6. Bijlage 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012, en bijlage 2 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 7. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203252]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les titres donnant accès aux niveaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2013;

Vu le protocole de négociation n° 638 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 31 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 55.700 /2 donné le 3 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, article 6, 4°, a, les mots « d'un ou plusieurs diplômes ou certificats d'études, conformément à la liste de l'annexe III » sont remplacés par les mots « d'un ou plusieurs diplômes, certificats d'études ou autres titres, admis par l'annexe III ».

Art. 2. L'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, article 14, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Dans les cas prévus et selon les conditions fixées par l'annexe III, le Gouvernement peut accorder par une décision motivée une dérogation à la condition de diplômes ou de certificats d'études visée à l'alinéa 1^{er}, 5°:

1° aux candidats porteurs d'un diplôme ou certificat d'études d'un niveau inférieur, dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail;

2° aux candidats porteurs d'un ou plusieurs certificats de compétences acquises en formation.

L'appel aux candidats fait mention de chaque dérogation. ».

Art. 3. Dans l'article 115, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, article 54, les mots « les diplômes ou certificats d'études » sont remplacés par les mots « les diplômes, certificats d'études ou autres titres ».

Art. 4. Dans l'article 119^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, article 58, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :